

missiles de croisière air-sol (ALCM) et des missiles de croisière lancés depuis un sous-marin (SLCM) et, enfin, le lien entre, d'une part, la conclusion d'un accord de réduction des forces stratégiques offensives et, d'autre part, le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM) et la question générale des défenses spatiales.

Il s'est vite avéré, cependant, que l'administration Bush ne poursuivrait pas les négociations avant d'avoir revu sa propre position. Quelques-uns ont vu dans certaines nominations à des postes clés le présage d'un bouleversement de la politique américaine. On savait, en particulier, que Brent Scowcroft, le nouveau conseiller en matière de sécurité nationale, était favorable au *Midgetman*, un ICBM mobile à ogive unique, alors que les négociateurs de Reagan avaient préconisé l'interdiction de tous les missiles mobiles. Avant son entrée en fonction, Scowcroft avait également laissé entendre que les États-Unis pourraient envisager une interdiction complète des SLCM. Il avait par ailleurs critiqué les essais menés dans le cadre de la Guerre des étoiles, en disant qu'ils risquaient de contrevenir à l'interprétation traditionnelle du Traité ABM. M. Scowcroft prétendait, en effet, que le fait d'avoir à respecter le Traité pendant encore dix ans ne nuirait pas vraiment aux travaux de recherche de la Guerre des étoiles. La nomination de Richard Burt, en février 1989, au poste de chef de la délégation américaine à Genève, constituait un autre indice de changements possibles, Burt ayant, dès son arrivée, mis sur le tapis un projet d'interdiction du *SS-18*, un ICBM soviétique « lourd » et des missiles mobiles à ogives multiples (le *SS-24* soviétique, déjà déployé en quelques exemplaires, et le missile *MX*, si Bush avait décidé de le déployer dans sa version mobile).

Dans les premiers mois de 1989, toutefois, le gouvernement américain ne pensait pas surtout aux détails de l'accord START, mais plutôt à la structure générale et à la modernisation de ses propres forces stratégiques, que ce fût en dehors du contexte de la limitation des armements ou après la signature d'une éventuelle entente START. C'est peut-être à cause de ce long débat interne, qu'au moment où les deux parties ont finalement repris les négociations, quelque six mois après l'investiture de Bush, les conclusions du réexamen stratégique n'avaient toujours pas été officiellement annoncées. On ne savait pas non plus dans quelle mesure les propositions que la nouvelle équipe américaine amenait à Genève étaient vraiment différentes de celles du gouvernement Reagan.

Il existe un certain nombre de facteurs expliquant pourquoi les négociations START ont tant tardé à reprendre et pourquoi l'équipe de négociation américaine est finalement revenue à Genève avec une position relativement peu différente de celle de ses prédécesseurs. Premièrement, étant donné que les audiences de confirmation de M. John G. Tower, candidat de M. Bush au poste de Secrétaire à la Défense, ont duré longtemps et que le Sénat a fini par rejeter la nomination de toute façon, on n'a pas pu entendre la position du Bureau du Secrétaire à la défense dans ce débat interne au cours des quelques premiers mois déterminants de l'administration Bush.

Deuxièmement, au début de 1989, les négociations sur les armes stratégiques, qui formaient depuis vingt ans la pierre angulaire du processus de limitation des armements entrepris par les superpuissances, ont semblé éclipsées par la nouvelle perspective d'un accord sur les armes conventionnelles en Europe. En mai 1989, Richard Burt a nié que son gouvernement privilégiait désormais la solution d'une entente sur les forces classiques par rapport à celle d'un traité START. Il ne faisait aucun doute, cependant, que devant cette occasion unique qui leur était donnée de réduire leurs troupes en Europe, les négociateurs étaient beaucoup moins motivés à relancer les négociations START.

Troisièmement, on pouvait penser que les contraintes budgétaires, ajoutées aux programmes militaires, allaient jouer un rôle de plus en plus important dans les choix américains en matière de déploiements de forces stratégiques, et ce, indépendamment des impératifs de la limitation des armements. Le 25 avril 1989, le nouveau Secrétaire à la défense, Richard Cheney, a soumis au Congrès un budget révisé, réduit au total de 10 milliards de dollars par rapport au premier budget présenté en janvier par le président sortant pour l'exercice 1990.

Essentiellement pour des raisons de rentabilité, l'Aviation nationale américaine avait déclaré pencher très nettement pour la version montée sur rails de l'ICBM *MX* à ogives multiples. Le Congrès, quant à lui, continuait de privilégier l'option du *Midgetman* mobile à ogive unique. Cheney n'avait eu d'autre choix que de retenir les deux missiles. Dans son budget, il a proposé de fabriquer et de déployer d'ici 1992 cinquante missiles *MX* montés sur rails, tout en continuant la mise au point du *Midgetman* en vue d'un déploiement à partir de 1997.

Cette solution allait permettre aux États-Unis, comme l'a fait remarquer Cheney, de « rattraper » les Soviétiques, qui disposaient déjà d'ICBM mobiles, soit le *SS-25* à ogive unique et le *SS-24* à ogives multiples. Mais ce choix était cependant en contradiction avec la position des négociateurs américains à Genève, qui demandaient une interdiction de tous les missiles mobiles. Par la suite, Cheney a expliqué que les États-Unis continueraient de réclamer cette interdiction tant et aussi longtemps que le Congrès n'approuverait par les déploiements de missiles mobiles et que les Soviétiques n'accepteraient pas un régime permettant de fixer des limites vérifiables aux déploiements en question.

Mais le projet de budget présenté par M. Cheney n'a satisfait le Congrès qu'à moitié. D'influents députés favorables à l'option du *Midgetman*, comme Les Aspin, président du *House Armed Services Committee*, craignait en effet que ce missile ne fasse les frais de réductions budgétaires après le déploiement du *MX* mobile monté sur rails. D'autant plus que le gouvernement semblait incapable de déterminer les priorités dans ses programmes de modernisation des forces stratégiques, et ce en dépit de la perspective d'une diminution à long terme du budget de la défense. En présentant ce même budget, Cheney a répété par exemple qu'il était en faveur du bombardier indétectable *B-2*, même s'il prévoyait d'en prolonger d'un an le calendrier